

Castaner rompt le jeûne de ramadan avec les musulmans

Article rédigé par *Causeur*, le 06 juin 2019

Source [Causeur] Le ministre des Cultes a rompu le jeûne du ramadan avec une organisation frériste

Depuis 1999, nos dirigeants s'entêtent à vouloir construire « l'islam de France ». De Chevènement à Macron en passant par Sarkozy et Valls, la ligne politique aura été erratique, les objectifs flous, les moyens insuffisants. Mais surtout, le choix des interlocuteurs aura été jusqu'à aujourd'hui calamiteux permettant à l'islam consulaire de se maintenir tout en légitimant la prise de pouvoir des Frères musulmans. Dernier exemple en date: le 29 mai, le ministre des Cultes Christophe Castaner a rompu le jeûne du ramadan aux côtés du CRCM, une organisation frériste.

Notre ministre des Cultes, Christophe Castaner, a honoré de sa présence lors d'un dîner d'iftar (rupture du jeûne du Ramadan), le 29 mai dernier, le Conseil régional du Culte musulman d'Alsace, ce qui a offusqué le Conseil national dudit culte, actuellement aux mains des Turcs pro-Erdogan. Mais le choix de M. Castaner, avec l'accord probable du président, en dit long sur la stratégie inquiétante de l'exécutif concernant l'organisation de la religion musulmane en France. Cette dernière demeure un des angles morts de la « pensée politique » du pouvoir macronien, mais soyons honnête, c'est l'angle mort de tous les partis politiques français depuis quarante ans.

La nouvelle génération de nos politiciens ne connaît quasi rien à l'islam, son histoire, ses fondements théologiques, ses évolutions contemporaines, sa géopolitique. De même elle perpétue une « politique arabe » erratique, sans cap ni intelligence. La politique désastreuse de Nicolas Sarkozy en la matière en aura été l'illustration, projetant sur les représentants français autoproclamés de l'islam dans les années 2000, une vision simpliste mêlant la longue histoire des relations entre l'Etat et l'Eglise catholique et protestante et avec les juifs, avec la mémoire floue de la gestion de l'islam colonial algérien.

En 2003, se prenant pour un tout petit Napoléon, Nicolas Sarkozy alors ministre des Cultes, voulait un interlocuteur : il créa le Conseil français du Culte musulman (CFCM). Il n'aura réussi qu'à adouber l'islam politique des Frères musulmans qui a rapidement mis la main sur le CFCM et ses instances régionales. Puis il a aggravé la situation durant son quinquennat en décidant que ce serait à l'aune des mètres carrés de mosquée qu'on élirait les représentants siégeant au CFCM. Résultat ? L'ouverture de la compétition générale : c'est à qui aura la plus grande mosquée pour avoir le plus d'élus ! Or qui peut financer des mosquées-cathédrales dans toutes les métropoles françaises sinon les réseaux financiers étrangers. Les subsides publics – donc l'argent du contribuable français – furent aussi utilisés pour cofinancer la construction de centres culturels islamiques annexes aux mosquées venant agrandir de facto les espaces culturels ; et le tour est joué.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)